



Une coalition contre les violences aux frontières

Nous déposerons plainte contre la Grèce et l'UE pour les violations des droits des personnes migrantes et réfugiées fuyant la Turquie

Ces derniers jours, les violations des droits des migrant·e·s et réfugié·e·s qui cherchent à accéder au territoire européen via la Grèce ont pris une tournure dramatique. Si les violences contre les exilé·e·s atteignent aujourd'hui un niveau inouï, les conditions de cette escalade ont été posées par les dirigeants européens depuis plusieurs années. En 2015, l'Union européenne (UE) a introduit son « approche hotspot », obligeant l'Italie et la Grèce à trier les migrant·e·s et réfugié·e·s arrivant sur leurs côtes. En mars 2016, l'UE a signé un arrangement avec la Turquie qui, pour un temps, a permis de contenir de nouvelles arrivées. Sans surprise, ces dispositifs ont transformé les îles grecques en prisons à ciel ouvert et exacerbé la catastrophe humanitaire aux frontières grecques. La coopération avec la Turquie – largement dénoncée par la société civile –, s'effondre aujourd'hui, alors que les autorités turques, cherchant à faire pression sur l'UE, poussent les personnes migrantes et réfugiées en sa direction.

Pour empêcher l'arrivée d'un plus grand nombre d'exilé·e·s – principalement Syrien·ne·s – fuyant la guerre et maintenant les menaces turques, les agents grecs ont déployé un niveau de violence inédit, rejoints par une partie de la population. En mer, les garde-côtes coupent la route aux bateaux des migrant·e·s et réfugié·e·s, tirant en l'air et blessant certain·e·s passager·e·s.¹ Un enfant s'est noyé durant la traversée². Sur terre, les refoulements à la rivière Evros ont continué. Une vidéo - qualifiée de « fake news » par les autorités grecques³ mais vérifiée par Forensic Architecture - montre un réfugié syrien tué par balle alors qu'il tentait de traverser la rivière.⁴ Par ailleurs, les militant·e·s, agissant en solidarité avec les personnes migrantes et réfugiées sont criminalisé·e·s et attaqué·e·s par des groupes d'extrême droite.⁵ Des violations graves sont en cours et les principes de base du droit d'asile sont foulés au pied.

¹ https://alarmphone.org/en/2020/03/04/escalating-violence-in-the-aegean-sea/?post_type=release_type=post&fbclid=IwAR2r2ATotl6HEfg2F2Zt3FDScFgZHB4wU5jb-T27jwkhV_pFcXYcdla4xXg

² <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/02/child-dies-as-boat-carrying-migrants-capsizes-off-lesbos>

³ <http://www.ekathimerini.com/250110/article/ekathimerini/news/greece-calls-fake-news-on-news-of-dead-refugee>

⁴ <https://www.dailysabah.com/politics/syrian-refugee-killed-by-greek-police-while-trying-to-cross-border/news>

⁵ https://www.vice.com/en_us/article/xgq533/video-shows-greek-mobs-attacking-migrant-boats-and-aid-workers

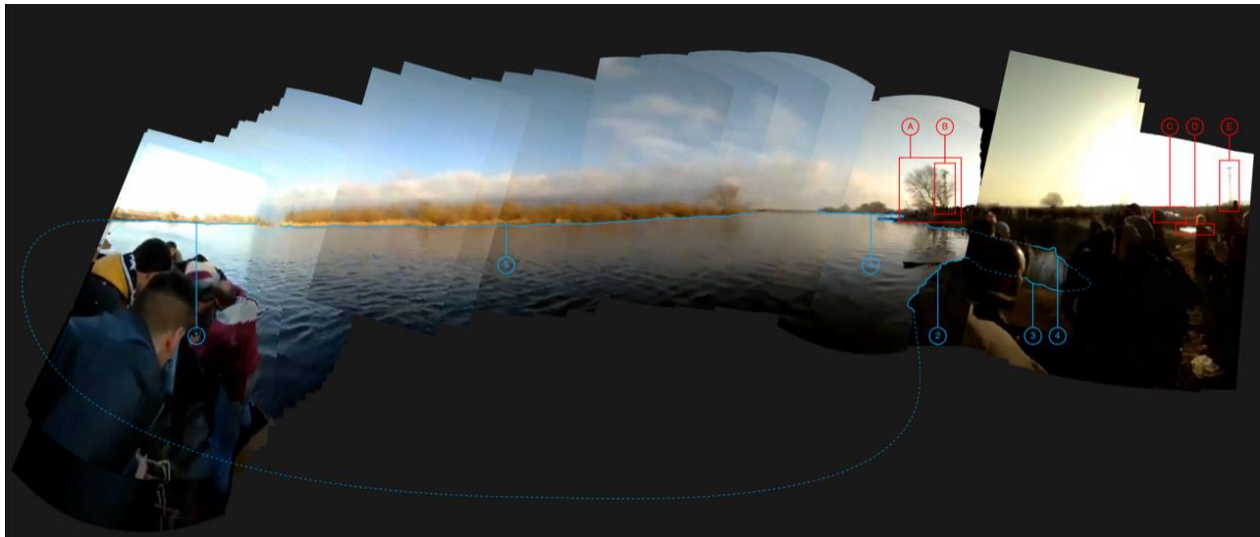


Image fixe tirée d'une enquête vidéo en cours menée par Forensic Architecture montrant un panorama créé à partir d'images filmées par des témoins de la mort par balle de Muhammed al-Arab, tué en tentant de traverser la rivière de l'Évros/Meriç. Forensic Architecture, 2020. Vidéo: <https://vimeo.com/395567226>

Cette violence vise à envoyer un message simple aux migrant·e·s et réfugié·e·s potentiel·le·s, celui que le ministère des Affaires Étrangères a exprimé via Twitter : « Personne ne peut traverser les frontières grecques ». ⁶ Cette politique grecque de fermeture des frontières ⁷ est soutenue par l'UE. Charles Michel, président du Conseil européen, a ainsi encensé les efforts des Grecs pour « protéger les frontières de l'Europe » ⁸. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a qualifié la Grèce de « bouclier européen » - suggérant ainsi que les personnes migrantes et réfugiées constituent une menace physique pour l'Europe. ⁹ Enfin, l'agence européenne Frontex va déployer une intervention rapide dans la zone. ¹⁰ La Grèce et l'UE sont ainsi prêtes à recourir à tous les moyens pour tenter de dissuader les migrant·e·s et réfugié·e·s et empêcher la répétition des arrivées en grand nombre de 2015 – et la crise politique qu'elles ont générée à travers l'Europe.

Nous condamnons fermement l'instrumentalisation des migrant·e·s et réfugié·e·s par la Turquie et par l'UE. Aucun objectif politique ne peut justifier de telles exactions. Il est révoltant que des personnes fuyant la violence se trouvent exposées à de nouvelles violences commises par les États européens dont le cynisme et l'hypocrisie culminent. Nos organisations s'engagent à joindre leurs efforts pour forcer les États à rendre compte de leurs crimes. Nous documenterons ainsi les violations des droits des migrant·e·s et réfugié·e·s et déposerons plainte contre ceux qui en sont responsables. Nous soutenons également celles et ceux qui sont de plus en plus criminalisé·e·s pour leur solidarité.

Nos efforts visent à utiliser tous les outils d'investigation et du droit pour faire cesser la violence d'État, en finir avec la multiplication et la banalisation des pratiques de refoulement en Grèce, et ailleurs aux frontières de l'Europe. Les migrant·e·s et réfugié·e·s ne sont pas une menace face à laquelle l'Europe doit ériger un bouclier, mais sont eux même menacés par la violence des États tout au long de leurs trajectoires précaires. Nous utiliserons les outils du droit pour tenter de les protéger contre cette brutalité.

⁶ <https://www.euronews.com/2020/02/29/greek-police-fire-tear-gas-at-refugees-amid-violence-at-turkish-border>

⁷ <http://www.ekathimerini.com/250097/article/ekathimerini/news/greece-freezes-asyulum-applications-from-illegally-entering-migrants>

⁸ <http://www.ekathimerini.com/250097/article/ekathimerini/news/greece-freezes-asyulum-applications-from-illegally-entering-migrants>

⁹ https://ec.europa.eu/france/news/20200303/intervention_von_der_leyen_grece_fr

¹⁰ <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/03/migration-eu-praises-greece-as-shield-after-turkey-opens-border>